

# Le libre-échange, version soft ou hard ?



## Le caillou wallon dans la chaussure européenne

**O**n ne veut pas mettre la pression, mais il y a urgence." La formule, émanant d'un haut diplomate européen, est ambiguë, mais elle résume assez bien l'état d'esprit qui régnait dans les chancelleries à la veille du traditionnel sommet d'automne des chefs d'Etat et de gouvernement.

Inscrite au menu de cette réunion depuis le mois de juin, la question des relations commerciales que l'Europe entretient avec ses partenaires internationaux prendra une dimension particulière en raison du veto que la Région wallonne pourrait mettre à l'accord de libre-échange conclu entre l'UE et le Canada (le Ceta). Une attitude que les autres capitales ont visiblement du mal à comprendre. "Cette négociation est terminée depuis deux ans et on a déjà apporté diverses améliorations à l'accord depuis lors", poursuit ce diplomate, soulignant qu'au cours de ces derniers jours, des solutions ont été trouvées pour répondre aux réticences de la Hongrie, de l'Autriche, de la Slovénie et de l'Allemagne.

La Bulgarie a pour sa part fait savoir mercredi qu'elle ne donnerait son feu vert qu'après avoir reçu une confirmation écrite de l'engagement du gouvernement canadien à accorder une exemption de visa à ses ressortissants.

Reste la Wallonie... Rouvrir la négociation? Pas question. "Personne ne le veut", affirme notre interlocuteur, précisant que, sur ce point, Charles Michel semble "parfaitement d'accord" avec les autres

**"Défendre le libre-échange, c'est défendre le commerce équitable."**

**UN DIPLOMATE EUROPEEN**

Les dirigeants de l'UE vont discuter des mesures antidumping lors du sommet.

chefs d'Etat et de gouvernement. "Donc la négociation risque de tourner assez court." La déclaration interprétative, qui a été adjointe à l'accord pour clarifier les points d'inquiétude soulevés par certains Etats membres, est en outre "sans précédent dans son ampleur et sa précision", juge-t-il encore, soulignant que celle-ci sera légalement contraignante.

### Lundi, dernière limite

En résumé, le moment est venu de conclure. Et si l'ultimatum de vendredi adressé par la Commission est sans doute maladroit, lundi matin est probablement la dernière limite pour le délai de réflexion accordé à la Wallonie.

Le sommet UE-Canada du 27 octobre censé sceller le Ceta étant programmé de longue date, il faut faire preuve de "décence" vis-à-vis d'Ottawa "qui s'est montré d'une bonne volonté extrême", insiste notre diplomate. Et de mettre en garde le gouvernement wallon contre le risque d'une victoire à la Pyrrhus, si le blocage persiste: "Cela pourrait renforcer le camp de ceux qui veulent se passer de l'avis des Parlements nationaux." Comme si ces derniers ne pouvaient être consultés qu'à la condition préalable de donner leur aval aux accords passés en leur nom.

"La plus grande difficulté est que même les Wallons ne savent pas ce qu'ils veulent", raille le haut-représentant d'un autre Etat membre, alors que, du côté de la diplomatie belge, on se fait discret, déclarant simplement travailler sur "cinq scénarios possibles". "Les discussions ne sont pas terminées..."

### Mondialisation mieux régulée

Cette crise tombe d'autant plus mal que les dirigeants européens entendent répéter leur foi dans le libre-échange "qui devrait représenter 90% de la croissance économique future de l'Union". Le Ceta est ainsi censé aider à reconquérir le cœur de ceux qui se sentent laissés-pour-compte de la mondialisation, en démontrant que les deux partenaires ont la volonté d'aller le plus loin possible dans une régulation partagée, tout en laissant à chacun la latitude d'appliquer ses propres règles sur les points où un

consensus n'a pas pu être trouvé.

Soucieux de démontrer que cette ouverture ne rime pas avec naïveté, les dirigeants des Vingt-huit relanceront par ailleurs le débat sur la protection des intérêts commerciaux européens face aux pratiques déloyales d'un nombre grandissant de pays dans le monde. Lancée il y a trois ans, cette discussion s'est embourbée entre les Etats membres partisans de mesures antidumping fortes, à la manière des Etats-Unis, et ceux qui souhaitent garder la ligne minimale appliquée jusqu'ici par l'UE. Mais la discussion ne devrait pas être close lors de ce sommet.

En arrière-fond de ce dossier plane toujours l'épineuse question de l'octroi ou non du statut d'économie de marché à la Chine, qui devrait être tranchée pour la fin de l'année. La Commission européenne a finalement décidé d'évaluer le problème et l'envisage sous une autre approche. "Ce qui compte, explique une source européenne, ce n'est pas de savoir si la Chine est une économie de marché ou pas - elle ne l'est pas - mais s'il y a ou pas des distorsions de marché."

G. T.

**3 Questions à****CHARLES DE MARCILLY**Responsable du bureau de  
Bruxelles de la Fondation Robert  
Schuman

**1 L'Europe perd-elle en crédibilité aux yeux de ses partenaires lorsqu'elle peine à approuver l'accord de libre-échange avec le Canada (Ceta) ?**  
L'Europe est un partenaire incontournable. Elle représente 17 % de la richesse créée dans le monde et un marché de 500 millions de consommateurs. 55 % des investissements américains à l'étranger sont destinés à l'UE. On pense souvent que l'Union négocie mal, mais c'est faux. Notre politique commerciale ne se porte pas mal. Mais l'UE est confrontée à des défis internes qui pourraient affecter sa crédibilité et donc son attractivité. Parmi ceux-ci, il y a la nécessité de résoudre l'ambiguïté entre l'ouverture et la protection. Les citoyens comprennent que les sources de croissance économique viendront de l'extérieur, mais ils nourrissent en même temps des craintes à l'égard des accords de libre-échange. L'UE doit savoir communiquer, convaincre les opinions publiques des avantages de sa politique commerciale. Se pose aussi la question des instruments de défense commerciale, qui font l'objet de visions différentes selon les Etats membres. Et le Royaume-Uni est également une source d'incertitude. Avec le Brexit, tu sais que tu négocies à 28 un accord qui ne sera applicable qu'à 27.

**2 Comment l'UE peut-elle convaincre ses citoyens du bien-fondé de sa politique commerciale ?**  
Il faut expliquer aux citoyens que, si on ne fait pas

d'accords de libre-échange, dans un horizon assez court, les autres grands axes commerciaux du monde vont imposer leurs normes puisqu'ils seront collectivement plus forts. Si nous voulons promouvoir nos préférences collectives et ne pas dépendre d'autres forces réglementaires, nous devons être des leaders. Ensuite, il faut exiger une certaine franchise de la part des Etats. Il y a une différence entre ce qui est dit et fait à Bruxelles et ce qui est rapporté au niveau national. Certains Etats se permettent des prises de position critiques à l'égard du TTIP (traité de libre-échange entre l'UE et les Etats-Unis), alors que le mandat accordé à la Commission pour négocier ce traité a été approuvé à l'unanimité lors du dernier Conseil.

**3 Si l'Union ne parvient pas à ratifier le Ceta, sa politique commerciale est-elle en danger ?**  
Beaucoup de leaders se demandent : si on n'arrive pas à s'accorder avec le Canada – qui, en termes de valeurs, d'état de droit, de démocratie, est très proche de l'UE – avec qui pourrions-nous le faire ? Aussi, le processus de ratification pose question dans le cas des accords mixtes, conclus à la fois par l'UE et par les Etats membres qui doivent donner leur accord. Une fois le traité conclu, il doit faire l'objet de débats et de clarifications. Là, chaque Etat membre, chaque Parlement national voire régional, chaque majorité politique qui a son propre intérêt vont entrer en jeu. C'est un Rubik's cube quasiment impossible à résoudre pour arriver à l'unanimité. Pendant ce temps, l'autre partie se demande comment réagir face à cette mosaïque de positions. Les débats et clarifications devraient avoir lieu au début du processus, lors de l'approbation du mandat accordé à la Commission, plutôt qu'à la fin, lors de la phase de ratification, sauf s'il y a des exigences réelles sur le contenu des négociations.  
M.U.

**Vervoort ne veut pas trancher**

Défi fait également partie de la coalition régionale. Le parti d'Olivier Maingain s'est exprimé en défaveur du traité par son vote à la Région bruxelloise et en Fédération Wallonie-Bruxelles mais certains de ses membres, en son sein, sont moins hostiles au Ceta que le parti amarante dans son ensemble. C'est le cas de Bernard Clerfayt, député-bourgmestre de Schaerbeek, et de Cécile Jodogne, secrétaire d'Etat au Commerce extérieur.

On l'aura compris, c'est pour éviter un débat idéologique à l'intérieur de la majorité bruxelloise, surtout entre PS/CDH et Open VLD/CD&V, que le ministre-Président socialiste Rudi Vervoort préfère rester silencieux. Vendredi, en séance du parlement francophone bruxellois (Cocof), PS et CDH ont pratiqué la politique de la chaise vide pour éviter le débat.

Qu'en sera-t-il ce jeudi alors que Rudi Vervoort doit prononcer sa déclaration de politique générale au parlement bruxellois ? Ecolo compte en remettre une couche en déposant la résolution votée par PS, CDH et Défi au parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. "Nous souhaitons que Bruxelles soutienne la position wallonne", indique Zoé Genot, députée Ecolo. Pour le ministre-Président Vervoort, le gouvernement "n'a pas à trancher". "A Bruxelles, la question est entre les mains du parlement", estime-t-il.

**Ma. C.**

## Pourquoi ce silence bruxellois

■ Ecolo demande à la Région-Capitale de soutenir la position wallonne sur le Ceta.

**S**i au niveau belge, la Wallonie semble bien seule à s'opposer à une délégation de pouvoir trop rapide au gouvernement fédéral dans le dossier Ceta, c'est que d'autres institutions fédérées, pourtant officiellement aussi opposées au texte, se font volontairement discrètes. C'est le cas de la Région bruxelloise dont le parlement fut pourtant le premier à se prononcer en défaveur du Ceta, du moins dans sa forme initiale. Une résolution fut adoptée en ce sens dès juillet, soit avant la déclaration interprétative de la Commission européenne. Mais depuis, plus rien. Le gouvernement bruxellois reste muet.

Pour comprendre ce silence étrange, il faut se pencher sur la composition de la majorité au pouvoir en Région de Bruxelles-Capitale. PS et CDH sont associés à l'Open VLD et au CD&V, deux partis représentés au gouvernement fédéral ainsi qu'à la Communauté flamande et en faveur du traité de libre-échange avec le Canada.

## Épinglé

### Les Pays-Bas, l'autre petit canard noir

**La Wallonie** n'est pas la seule à entraver l'adoption d'un accord international. Les Pays-Bas, eux, empêchent l'entrée en vigueur complète de l'accord d'association conclu entre l'Union européenne et l'Ukraine. Le Premier ministre néerlandais Mark Rutte doit expliquer à ses partenaires européens, jeudi soir à Bruxelles, comment il compte sortir de l'impasse. *"Nous espérons qu'il nous apportera des solutions à ce problème"*, rapporte un diplomate européen à cet égard.

**Que s'est-il passé ?** Le 6 avril dernier, 32 % d'électeurs néerlandais se sont rendus aux urnes pour rejeter, à 61 %, l'accord

d'association euro-ukrainien, un instrument de politique étrangère destiné à démocratiser et stabiliser le voisinage européen.

L'originalité de l'événement tient dans le fait que les vingt-sept autres Etats membres l'avaient déjà signé et ratifié et que le Parlement néerlandais, lui-même, l'avait également approuvé. Des parties de l'accord – notamment sa dimension commerciale – étaient d'ailleurs déjà entrées en vigueur depuis des mois, avec le soutien notable de La Haye. Personne n'imaginait que la ratification de cet accord de libre-échange classique, rehaussé d'une dimension politique, buterait sur 2,5 millions de Néerlandais. En fait, des groupes eurosceptiques ont profité d'une nouvelle loi pour contraindre le gouvernement à organiser une consultation populaire. Bien que le résultat ne soit pas contraignant, Mark Rutte peut difficilement l'ignorer. **S.Vt.**

# Le Ceta, une occasion pour le PS et le CDH de s'illustrer

■ Les motivations des deux partis sont fort différentes mais pas antagonistes.

Éclairage Stéphane Tassin

**L**e PS et le CDH se serrent solidement les coudes dans le combat qu'ils ont décidé de mener ensemble

contre la version actuelle du Ceta (traité de libre-échange entre l'Europe et le Canada).

Leur fronde ne date pas d'hier. Mais en 2014, elle ne soulevait pas les foules. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. L'opposition que le PS et le CDH mènent contre – tout à la fois – les 27 autres pays de l'Union européenne, le gouvernement fédéral belge et le gouvernement régional flamand leur vaut désormais l'estime de tous ceux qui s'opposent en Belgique et ailleurs au traité. Il n'est cependant pas certain que les motivations du PS et du CDH dans cette fronde soient très exactement les mêmes.

Prenons le PS. Il doit être tout heureux de pouvoir reprendre au PTB le premier rôle dans les milieux de gauche. Il est

cependant faux de croire que la montée irrésistible du petit aiguillon communiste est le seul moteur de l'opposition socialiste au Ceta.

Quant aux motivations initiales, il est nécessaire de les définir. Dans un premier temps, féru d'Europe, le ministre-Président wallon Paul Magnette (PS) ne devait sans doute pas trouver grand-chose à redire sur le traité. Pas plus d'ailleurs que son ministre de l'Economie Jean-Claude Marcourt (PS aussi). La

**Le CDH a gardé des liens étroits avec le monde associatif et bénéficie toujours d'un a priori positif auprès des agriculteurs.**

sortie récente de la patronne de l'Awex, Pascale Delcomminette, ancienne collaboratrice de nombreux cabinets socialistes, regrettant la position wallonne, en constitue comme une preuve. Il se chuchote même que le PS, moyennant quelques concessions importantes, ne serait pas trop difficile à convaincre de signer le fameux accord commercial. Mais ces dernières semaines, la

pression populaire, l'analyse approfondie du traité en compagnie de toute une série d'experts et la perspective de retrouver des couleurs ont sans doute achevé de convaincre les socialistes de tenir leur ligne.

Le partenaire CDH semble en tout cas plus enragé. Mardi soir, juste avant la tenue de la commission des Affaires européennes extraordinaire, convoquée par

le président du Parlement wallon André Antoine (CDH), le parti s'est empressé d'envoyer un communiqué de presse musclé. Un texte qui fixait déjà la position du CDH, court-circuitant ainsi de facto les débats qui allaient se tenir.

**Le CDH défend ses ouailles**

Le CDH a gardé des liens étroits avec le monde associatif et bénéficie toujours d'un a priori positif auprès des agriculteurs. Deux piliers essentiels qu'il convient de défendre, surtout en ces temps de disette électorale. Or c'est dans le monde associatif et chez les agriculteurs wallons que l'opposition au Ceta a été la plus virulente. Le CDH ne lâchera pas, par conviction sans doute, par calcul aussi. Le travail parlementaire, unique en son genre, mené autour du Ceta a apporté aux uns et aux autres les arguments nécessaires pour mener une lutte que d'aucuns qualifient de suicidaire.

**Le point de vue de la N-VA**

**"Dernière république soviétique d'Europe"**

**Furieux.** La N-VA goûte peu le refus wallon de signer le Ceta. Dans une newsletter, le parti estime que *"ce n'est wallon met à mal (les) intérêts commerciaux (de la Flandre). Nous ne pouvons pas l'accepter. La Wallonie devient la dernière république soviétique d'Europe"*. **A.C.**